

Chapitre 1

LA V^e RÉPUBLIQUE, UN RÉGIME POLITIQUE CINQUANTENAIRE

Le 13 mai 1958, le soulèvement des Français d'Alger précipite la chute de la IV^e République. Le **général de Gaulle** est rappelé au pouvoir.

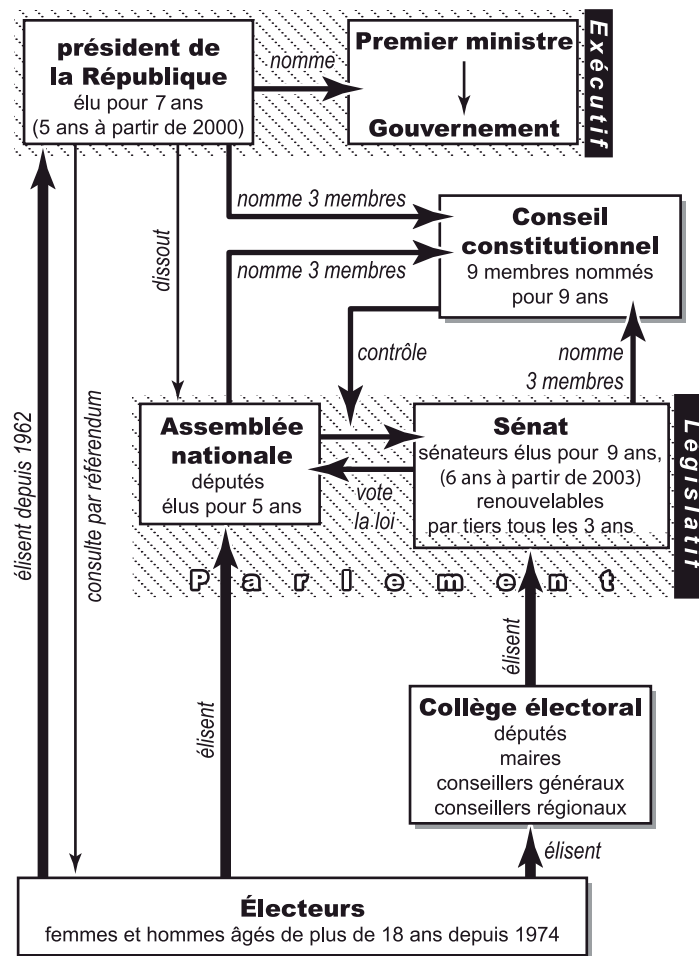
La IV^e République était un **régime parlementaire**. Les gouvernements ne pouvaient se maintenir qu'avec le soutien d'une solide majorité. Mais l'émiettement des **partis politiques** provoque une forte instabilité ministérielle. La question coloniale (Indochine, Algérie) constitue la principale difficulté. Mais la IV^e République a aussi réalisé de grandes réformes comme la création de la sécurité sociale. Elle a participé à la création de la **CEE** en 1957.

1. La République gaullienne (1958-1969)

La nouvelle **Constitution** est approuvée par les Français lors d'un **référendum** en septembre 1958 (80 % de oui). C'est la naissance de la V^e République. Cette **Constitution** renforce le pouvoir exécutif et le rôle du président de la République. À partir de 1962, il est élu au suffrage universel direct. Il dispose de pouvoirs étendus. Il nomme le Premier ministre, peut dissoudre l'Assemblée nationale et organiser un **référendum**. Il peut avoir les pleins pouvoirs en cas de crises graves (art. 16). Le Premier ministre est le chef du Gouvernement. Avec ses ministres, il conduit la politique de la nation et dirige l'administration. Le pouvoir législatif est détenu par le Parlement qui se compose de deux chambres : l'Assemblée nationale et le Sénat. Un Conseil constitutionnel est créé pour vérifier la conformité des lois avec la **Constitution** et contrôler les élections.

Un nouvel équilibre des pouvoirs est instauré. La France n'est plus vraiment un **régime parlementaire** car le Président ne peut être renversé par le Parlement. Ce n'est pas un **régime présidentiel** car le Gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale qui

peut l'obliger à démissionner en votant une motion de censure. On parle de régime semi-présidentiel ou hybride.



Institutions de la V^e République

Sous **de Gaulle**, le président devient le seul chef de l'exécutif. Le Premier ministre ne fait qu'exécuter ses décisions. **De Gaulle** choisit d'avoir un contact direct avec les Français. Il organise cinq **référendums**. Il multiplie les conférences de presse et les voyages en province. Il mène une « politique de grandeur » pour redonner à la France son rang mondial. Il dote le pays de l'arme nucléaire et mène une politique de rapprochement avec l'Allemagne. En 1966, le pays se retire de l'**OTAN**, tout en restant membre de l'Alliance atlantique. Mais cette **présidentialisation** du régime est contestée notamment à gauche. En 1965, **de Gaulle** est réélu de peu face à **François Mitterrand**. En 1968, il doit affronter la contestation de mai 1968 et la jeunesse qui lui reproche son autoritarisme. Après l'échec du **référendum** sur la régionalisation, il démissionne en 1969.

2. Les héritiers du gaullisme (1969-1981)

En 1969, **Georges Pompidou** est élu président de la République. Il continue la politique gaullienne en se montrant plus favorable à la construction européenne et en mettant l'accent sur le développement industriel. Il meurt brutalement en 1974 avant d'avoir terminé son mandat.

En 1974, **Valéry Giscard d'Estaing**, qui n'est pas gaulliste, est élu Président en battant le socialiste **F. Mitterrand**. Il décide de moderniser la société française. En 1974, la majorité est abaissée à 18 ans. En 1975, l'avortement est légalisé (loi Veil). Mais la crise économique frappe la France et Valéry Giscard d'Estaing ne parvient pas à stopper la hausse du chômage qui atteint 2 millions de personnes en 1981. Le Premier ministre, Raymond Barre (1976-1981), met en place une politique de rigueur qui par son impopularité profitera à la gauche.

La vie politique française est marquée par la **bipolarisation**. Les forces politiques se regroupent en deux blocs opposés, la droite et la gauche. Mais depuis 1958, les **partis politiques** se sont transformés. La **SFIO** est devenue le parti socialiste (PS) en 1969. En 1976, les gaullistes se rassemblent au sein du RPR (Rassemblement pour la République). En 1978, L'UDF (Union pour la démocratie

française) est créée à l'initiative du président Giscard d'Estaing. Ce parti représente le centre droit.

3. Alternances et cohabitations

En mai 1981, la gauche remporte les élections présidentielles avec **François Mitterrand** ainsi que les élections législatives qui suivent. Après plus de 23 ans d'opposition, la gauche revient au pouvoir. C'est la première **alternance** depuis 1958.

La gauche met en place un vaste programme de réformes : abolition de la peine de mort, augmentation du salaire minimum, 39 heures, 5^e semaine de congés payés, retraite à 60 ans, nationalisations de grandes entreprises. Mais le gouvernement ne parvient pas à faire baisser le chômage. En 1986, la droite gagne les élections législatives. Le Président doit alors nommer comme Premier ministre le chef du parti majoritaire (RPR), **Jacques Chirac**. C'est la **cohabitation**.

Pour la première fois, le président de la République et le Premier ministre appartiennent à des partis politiques opposés. Le gouvernement **Chirac** revient sur certaines réformes entreprises par la gauche. **François Mitterrand** ne peut s'opposer aux réformes menées par **Jacques Chirac** mais cela ne l'empêche pas de critiquer ouvertement la politique de son Premier ministre.

L'impopularité du gouvernement et les divisions de la droite permettent à **François Mitterrand** d'être réélu en 1988 face à **Jacques Chirac**. La gauche gagne les législatives. Le second septennat est marqué par de nombreuses difficultés. La croissance stagne et le chiffre des trois millions de chômeurs est atteint en 1992.

En 1993, une nouvelle **alternance** a lieu car les Français élisent une nouvelle majorité de droite à l'Assemblée nationale. **François Mitterrand** doit cohabiter avec le gouvernement d'Édouard Balladur. C'est la deuxième **cohabitation**. Le gouvernement Balladur mène une politique de privatisations et une réforme de la retraite. Le Président se replie sur ces domaines réservés comme la défense ou les affaires étrangères. Le gouvernement contrôle la politique intérieure.

En 1995, **Jacques Chirac** est élu président de la République. Le Premier ministre Alain Juppé augmente les impôts et mène une réforme de la Sécurité sociale. Des grèves paralysent le pays. En 1997,

le Président décide de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives anticipées. La gauche remporte les élections. Lionel Jospin est nommé Premier ministre. Il forme un gouvernement de la « gauche plurielle » réunissant des **partis politiques** issus de gauche (socialistes, Verts, communistes). C'est la troisième **cohabitation**. Il réalise de nombreuses réformes comme la semaine de 35 heures, le pacte de solidarité civile (PACS) et la couverture maladie universelle (CMU). Pour éviter une nouvelle **cohabitation**, le mandat présidentiel est abaissé à 5 ans lors d'un **référendum (sept. 2000)**. Mais le ralentissement de la croissance, les problèmes d'intégration et la montée de l'insécurité mécontentent les Français.

De plus en plus de Français s'expriment par un vote protestataire. Lors des élections présidentielles de 2002, on assiste à la progression de l'extrême gauche et de l'extrême droite. Jean-Marie Le Pen, le candidat du Front national, se retrouve au deuxième tour face à **Jacques Chirac**. L. Jospin est éliminé dès le premier tour. Dans toutes les grandes villes de France, de grandes manifestations sont organisées pour défendre les valeurs républicaines. Les partis de gauche appellent leurs électeurs à voter pour **Jacques Chirac** qui est réélu avec 82,15 % des voix. La droite remporte largement les élections législatives.

Jean-Pierre Raffarin est nommé Premier ministre. Le gouvernement réalise plusieurs réformes comme celle des retraites (2003) qui allongent la durée des cotisations dans le secteur public. Une réforme de l'assurance-maladie est aussi réalisée. Lors du **référendum** de mai 2005, les Français rejettent le projet de Constitution européenne. Raffarin démissionne, il est remplacé par Dominique de Villepin. Face aux manifestations étudiantes, le nouveau Premier ministre doit renoncer au CPE (contrat première embauche).

En mai 2007, **Nicolas Sarkozy** est élu face à la socialiste Ségolène Royal. La **bipolarisation** droite-gauche est remise en cause. Lors de la campagne présidentielle le centriste François Bayrou a tenté de rassembler des électeurs de droite et de gauche. Le Président Sarkozy pratique une politique « d'ouverture » à gauche. Des socialistes participent au gouvernement du nouveau Premier ministre, François Fillon.

Le rôle du Président est renforcé. Toutefois, le comité de la réforme des institutions propose de renforcer le poids du Parlement ainsi que

le contrôle du pouvoir exécutif. La construction européenne est aussi relancée. De multiples réformes sont engagées sur les régimes spéciaux de retraites, sur la justice, l'école, la fiscalité ou le droit du travail. Un ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable a été créé. En 2007, le ministre Jean-Louis Borloo a organisé un « Grenelle de l'environnement » pour chercher des solutions aux problèmes écologiques. Mais les déficits publics restent très importants. Le pouvoir d'achat reste la préoccupation principale des Français.

S'entraîner à la première partie de l'épreuve

Caractériser un personnage

1. *En quoi le général de Gaulle est-il le fondateur de la V^e République ?*

À cause de la crise algérienne, le **général de Gaulle** est rappelé au pouvoir pour régler la crise. Il accepte à la condition de changer la **Constitution**. Lors de son discours de Bayeux en juin 1946, il avait déjà exposé ses idées sur les institutions françaises. Il veut remettre en cause le **régime parlementaire** et renforcer le pouvoir exécutif. Il souhaite étendre les pouvoirs du Président. C'est selon ces principes que la nouvelle **Constitution** sera rédigée en moins de 3 mois. Elle sera largement approuvée par les Français lors du **référendum** de 1958 (80 % de oui). **De Gaulle** est bien le fondateur de la V^e République.

Caractériser un événement

2. *Pourquoi l'élection présidentielle de 2002 est-elle particulière ?*

Lors du premier tour de la présidentielle en avril 2002, Lionel Jospin, le candidat de la gauche, est battu par Jean-Marie Le Pen. Pour la première fois, un candidat de l'extrême droite parvient au second tour d'une élection présidentielle. De grandes manifestations sont organisées pour défendre les valeurs républicaines. Les partis de gauche appellent leurs électeurs à voter pour **Jacques Chirac** qui remporte les élections avec 82,15 % des voix.

Citer des acteurs

3. Citez le nom des présidents de la République ainsi que les dates de leur(s) mandat(s).

Charles de Gaulle : 1958-1965 et 1965-1969

Georges Pompidou : 1969-1974

Valéry Giscard d'Estaing : 1974-1981

François Mitterrand : 1981-1988 et 1988-1995

Jacques Chirac : 1995-2002 et 2002-2007

Nicolas Sarkozy : 2007-

Justifier une affirmation en proposant des arguments

4. Justifier l'affirmation suivante : « La Constitution de 1958 a mis en place un régime politique dans lequel le pouvoir exécutif est fort. »

La **Constitution** de 1958 crée un régime semi-présidentiel, dans lequel le pouvoir exécutif a un rôle prépondérant. Le président de la République nomme le Premier ministre et les ministres du gouvernement sur proposition du Premier ministre. Il promulgue les lois. Il peut organiser un **référendum**. Il a le droit de dissoudre l'Assemblée nationale. Il est aussi le chef des armées. En cas de crise, il dispose des pleins pouvoirs pendant 6 mois.

Le Gouvernement a l'initiative des lois et peut soumettre au Parlement des projets de lois. Le Premier ministre et son gouvernement peuvent faire adopter des lois en engageant leur responsabilité devant le Parlement, sans débat et sans vote.

Choisir les dates clés d'un événement ou d'une évolution

5. La Constitution de la V^e République a été adoptée en...
- A. 1946
 - B. 1974
 - C. 1958
6. Le mandat présidentiel a été abaissé de 7 à 5 ans en...
- A. 1974
 - B. 2000
 - C. 2002

Choisir une définition ou une notion

7. Parmi ces trois propositions, quelle est la bonne définition du mot *cohabitation* ?

- A. Le président de la République et le Premier ministre appartiennent au même parti politique.
- B. Le président de la République et le Premier ministre appartiennent à des partis politiques opposés.
- C. Le président de la République ne choisit pas le Premier ministre parmi le parti politique majoritaire à l'Assemblée nationale.

Réponses aux questions

5 : 1958, 6 : 2000, 7 : B



Rappels pour réviser

Notions et définitions à retenir.....

➔ voir l'index à la fin de l'ouvrage

Notions : Alternance, cohabitation, Constitution, partis politiques, régime politique.

Définitions : Biopolarisation, conseil constitutionnel, nationalisation, présidentialisation, privatisation.

Biographies à connaître.....

➔ voir la fin de l'ouvrage

CHIRAC JACQUES, DE GAULLE CHARLES, GISCARD D'ESTAING VALÉRY, MITERRAND FRANÇOIS, POMPIDOU GEORGES, SARKOZY NICOLAS.

Dates à connaître.....

1958 : Naissance
de la V^e République
1962 : Élection du président
de la République
au suffrage universel
1974 : Majorité à 18 ans

2000 : Référendum
sur le quinquennat
Vous devez aussi connaître la liste des
présidents de la V^e République ainsi
que les dates de leur(s) mandat(s)